Le 01-08-2019

Télécharger ou imprimer au format PDF



par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales

le 21 juillet 2019

Après quatre ans et demi à la tête du gouvernement, Syriza a perdu les élections législatives anticipées qu'il avait lui-même convoquées. Le taux d'abstention (42%) est très élevé pour la Grèce et, avec 31,5 % des voix et 86 sièges à la Vouli (Parlement grec), Syriza perd plus de 460 000 voix par rapport au scrutin du 25 janvier 2015. La droite de Nouvelle Démocratie (ND) recueille près de 40 % des suffrages et 158 députés dans la nouvelle assemblée. Cette majorité absolue lui permettra de gouverner sans alliance.

Le 7 juillet 2019 fera date : la défaite est sans appel et méritée pour Syriza et son patron, Alexis Tsipras. Tous ses soutiens français, du PCF en passant par le PS, Génération.s, Nouvelle Donne et LFI (Manon Aubry, tête de liste et eurodéputée LFI, Eric Coquerel, chantre du « plan B ») disent, en invoquant diverses raisons, que c'est une « très mauvaise nouvelle pour le peuple grec ».

Au moment de son accession au pouvoir, le 25 janvier 2015, Alexis Tsipras incarnait, pour la « gauche de la gauche », la possibilité de renverser le rapport de forces dans l'UE et la fin de l'austérité afin d'améliorer le quotidien de la majorité de la population. Syriza (36,34%, 149 députés) battait la droite (Nouvelle démocratie – ND 27,81%, 76 députés) et la social-démocratie grecque (Parti socialiste – PASOK - 4,68%, 13 députés), tous deux responsables des memoranda austéritaires qui frappaient déjà le peuple grec.
Syriza et Tsipras faisaient naître un immense espoir chez Mélenchon au défunt Front de gauche, à Podemos… Et parmi tous ceux qui n'avaient pas lu, compris ou décrypté le programme de Syriza.

Les trois singes de la sagesse

Les raisons de l'échec programmé de Syriza, invoquées par notre "gôche" sont des plus baroques et ne sont en rien des analyses politiques : « hostilité de l'establishment grec à Syriza », « manque de préparation de Tsipras », « trahison de Tsipras », « nécessité de combattre avec fermeté les politiques d'austérité qui ont été imposées à la Grèce par l'UE et les institutions financières internationales ». « Comme Tsipras n'avait pas de plan B, il a dû se soumettre ». « Face à un capitalisme mondialisé, face à la faiblesse structurelle du mouvement social et écologiste, face au pouvoir coercitif des États, il est impossible d'y arriver sans alliances internationales ». « Manque de solidarité internationale envers le peuple grec ». « L'échec de Tsipras, c'est celle de la gauche en Europe. Cela interroge sur le niveau de rapport de forces qu'il faut pour influer sur les décisions européennes » .« Comment aller plus loin désormais ? C'est la question qui se pose à toute la gauche européenne ». « La capitulation de Tsipras a brisé l'élan dans plusieurs pays. Nous sommes dans une période de stagnation au niveau des idées »… et autres fariboles.
« Ne pas voir le Mal, ne pas entendre le Mal, ne pas dire le Mal »… A celui qui suivrait cette maxime, il n'arriverait que du bien… Pourtant c'est de cette attitude, anti-politique, qui détruit la réflexion, l'analyse et l'espoir. La réflexion et l'analyse sont remplacées par le "grenouillage" politicien.
En 2015, Tsípras avait donc fait campagne sur la fin de l'austérité et soulevait tous les espoirs.
A l'été 2015, il « négocie », en position de faiblesse, avec l'Union européenne et convoque un référendum sur un troisième mémorandum des créanciers. Il appelle à voter « non » (OXI) aux exigences de la troïka (Commission européenne, FMI, Banque centrale européenne) et l'emporte haut la main (plus de 60% de non) mais… il signe immédiatement le « nouveau mémorandum » et engage un nouveau tour de vis, encore plus destructeur, pour le peuple grec. Une légende urbaine veut que Tsipras aurait signé « le pistolet sur la tempe » ou aurait « trahi »… Ce n'est pas la réalité. Tsipras et tous ses acolytes ont, depuis 2015, refusé de faire le seul acte souverain qui lui aurait permis de conduire une politique en faveur des classes dominées : sortir de l'euro. Avec ce refus, la suite était écrite et tout le reste n'est que théâtre et littérature.

Pour détourner le rejet de sa politique par le peuple grec, le gouvernement Tsipras a tenté d'aménager, à la marge, le programme d'ajustement économique de l'UE qu'il a durement appliqué en mettant en place des mesurettes de dernière minute à destination des plus défavorisés. Il a aussi signé un accord pour mettre un terme à la querelle avec l'ancienne république yougoslave voisine, désormais appelée République de Macédoine du Nord. Une très large frange de la population ne lui a pas pardonné cet accord, l'usage du nom Macédoine étant très sensible dans un pays attaché à la nation et à la souveraineté.

Le résultat des élections : une défaite de Syriza plus qu'une victoire de la droite

La cause fondamentale de la défaite réside dans l'immense déception créée par la soumission à la troïka, la persistance du chômage de masse, des bas salaires, l'aggravation de l'austérité et de la précarité. Pourtant, après son mauvais score aux européennes (1 343 000 voix, 23,75% des suffrages, contre 1 926 000 voix et 35,46% en septembre 2015), la nouvelle chute, prédite par les « experts » lors des élections législatives n'a pas eu lieu : avec 1 781 000 voix et 31,53%, Syriza résiste assez bien, d'où la hargne de Kinal (ex-Pasok) qui

obtient 8,1% (en léger progrès) et celle du KKE (PC grec) qui, avec 299 000 voix et 5,30%, continue à perdre et en pourcentage et en voix par rapport à 2009 (517 000 voix et 7,54%). Syriza arrive même en tête dans de nombreux quartiers populaires, et dans plusieurs régions : la Crète, l'Achaïe (40% contre 32% pour ND), les zones ouvrières de l'Attique.
La défiance populaire vis à vis de Syriza s'est exprimée avant tout par l'abstention, qui s'accroît : 42,1%, contre 36,1% en janvier 2015. La participation, localement, illustre cette abstention de classe : 65%, voire plus de 70% de participation dans les banlieues bourgeoises, contre 50-55% dans les banlieues ouvrières (63% à 67% en janvier 2015).
Nouvelle démocratie (ND) a fait le plein des voix, siphonnant les groupes centristes et une partie de l'extrême droite : d'un côté Chryssi Avgi (Aube dorée) perd ses députés, mais un autre groupe fascisant, Elliniki Lyssi, y fait son entrée (3,7%). Le programme ultra libéral de Mitsotakis (ND) va pousser le curseur très à droite, avec un discours sécuritaire. Celui-ci est révélateur du poids de l'extrême droite dont certains dirigeants sont élus sous l'étiquette ND. Déjà en 2011, le gouvernement de coalition permettait au petit parti de droite dure LAOS d'accéder à l'exécutif. Cela a eu pour effet de banaliser le discours de la droite dure et de faire monter des figures « infréquentables » au sein de Nouvelle Démocratie. Deux hommes notamment, aujourd'hui vice-présidents du parti : Makis Voridis, un ancien du groupuscule fasciste EPEN (actif dans les années 1980-1990) et Adonis Georgadis, ancien de LAOS. Nouvelle Démocratie s'apparente donc aujourd'hui à une droite très dure : le leader des Jeunesses du parti, Konstantinos Kyranakis, défend un État-providence nationaliste où seuls les Grecs devraient bénéficier des allocations sociales.
Quant à la gauche anticapitaliste, elle est profondément divisée. Antarsya n'obtient que 23 000 voix soit 0,41% des suffrages et LAE (Unité Populaire), scission de Syriza, n'obtient que 0,28%.

La Grèce sous tutelle jusqu'en 2060 !

Les « aides successives » octroyées à la Grèce ont uniquement enrichi ses créanciers et leurs actionnaires et la politique de Tsipras a placé la Grèce sous tutelle jusqu'en 2060 ! Un autre résultat palpable de Tsipras est d'avoir affaibli au fil du temps les grandes mobilisations populaires. Aux yeux de l'oligarchie, Alexis Tsipras a réalisé un sans-faute. Appliquant servilement la politique de l'UE, servant les intérêts du capital financier et des grands capitalistes grecs, démoralisant ses troupes et le peuple, désorganisant le mouvement social, il a rempli, avec brio, sa mission. Il ne lui restait donc plus qu'à laisser la place...
Nouvelle Démocratie qui avait cosigné, en février 2012, l'un des pires mémorandum d'austérité pour la Grèce : programme de privatisation des entreprises publiques, destruction des conventions collectives, réduction du salaire minimum de 22%, introduction de nouveaux impôts, fermeture de l'audiovisuel public grec (juin 2013), prend maintenant les commandes. Kyriakos Mitsotakis compte privatiser une partie du système de retraites, étaler sur sept jours la durée légale de travail hebdomadaire, augmenter la part des cotisations salariales et diminuer celle des employeurs...

Encore du sang et des larmes en perspective pour le peuple grec …

Pour compléter cette analyse, vous pouvez lire celles de l'EPAM et de PAREMVASI , deux organisations grecques membres de la Coordination européenne pour la sortie de l'Union européenne et de l'euro.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire